



Séance du 18 juin à 15h

Présidée par Marc Aicardi de Saint-Paul

Sous la coordination de Jean-Louis Oliver

## *L'eau au cœur de l'Afrique du 21<sup>ème</sup> siècle*

### **Contribution du PHI pour adresser les défis de l'eau en Afrique au 21<sup>ème</sup> Siècle**

**Monsieur Abou AMANI**, Directeur de la Division des Sciences de l'eau et Secrétaire du Programme Hydrologique Intergouvernemental

#### **1. Introduction**

Cette intervention complète celle faite par le Président du PHI sur le plan stratégique du PHI-IX. Les dix défis majeurs auxquels le secteur de l'eau est confronté et identifiés dans la vision africaine de l'eau 2025 sont toujours d'actualité et intégrée dans la nouvelle stratégie 2030 de AMCOW (Conseil des Ministres Africains de l'eau). L'importance de l'eau pour le développement en Afrique est reconnue au plus haut niveau des chefs d'Etats africains qui ont clairement indiqué dans leur déclaration de 2008, je cite : # l'eau est et doit rester la clé de développement durable en Afrique et que l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont des préalables au développement du capital humain en Afrique#. Malgré les efforts importants consentis par les pays Africains, des centaines de millions des personnes n'ont pas accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Les objectifs de développement durable avec l'ODD6 ainsi que l'agenda 2063 doivent pousser les pays africains à redoubler d'efforts afin d'accélérer la progression pour l'atteinte de cet important objectif d'accès universel à l'eau et à l'assainissement pour tous et autres cibles liées directement ou indirectement à l'eau. Des investissements importants sont nécessaires afin de développer, mobiliser et gérer durablement les ressources en eau du continent et permettre à l'eau de contribuer pleinement au développement socio-économique du continent.

Cette intervention se focalise sur deux points :

- Axes prioritaires d'intervention du PHI9 en Afrique
- La contribution de l'UNESCO pour le forum mondial de l'eau de Dakar

#### **2. Axes prioritaires du PHI 9 en Afrique**

Les ressources en eau Afrique sont très mal connues plus particulièrement les ressources en eau souterraines qui représentent plus 70% de source pour l'alimentation en eau potable. Un autre défi est celui du manque criant des professionnels qualifiés pour faire face à tous ces



défis sur l'eau. Le caractère partagé des ressources en eau en Afrique avec environ 80 bassins et lacs partagés et plus 80 aquifères partagées entre les pays fait en sorte que la coopération entre les états est indispensable pour une gestion durable et paisible des ressources en eau en Afrique. Les extrêmes climatiques plus particulièrement les inondations et sécheresses sont des défis ayant des impacts importants sur le développement socio-économique de beaucoup des pays.

Ainsi les activités du PHI-9 en Afrique seront en lien direct avec les priorités du continent identifiées dans l'agenda 2063, la vision africaine de l'eau et le plan stratégique 2018-2030 de AMCOW afin de continuer à appuyer les pays africains pour contribuer à adresser les différents défis liés à la sécurité de l'eau. Les interventions du PHI 9 seront axées prioritairement aux points identifiés au sein du MOU signé entre l'UNESCO et AMCOW que sont : la sécurité de l'eau; la bonne gouvernance de l'eau et la gestion des eaux transfrontalières; amélioration de la pérennité de l'eau et de l'assainissement face au changement climatique; renforcer l'égalité des sexes et le rôle des jeunes dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et améliorer les systèmes de surveillance et d'évaluation, et de gestion des connaissances. Cette intervention va se focaliser sur les points suivants :

- La formation et l'éducation relatives à l'eau en Afrique pour remédier de toute urgence à la grave pénurie de professionnels de l'eau qualifiés afin d'atteindre l'ODD 6 ainsi que d'autres objectifs liés à l'eau ;
- la Coopération et diplomatie dans le domaine de l'eau pour mieux répondre aux défis liés à la nature transfrontalière des ressources en eau en Afrique ;
- L'amélioration de la connaissance des eaux souterraines, en particulier les eaux souterraines partagées.

## **2.1 Urgent besoin des professionnels qualifiés dans le domaine de l'eau**

Les investissements importants en cours et à venir pour le développement et gestion des ressources en eau en Afrique nécessitent d'accroître de façon très significative en quantité et en qualité le nombre de professionnels dans le domaine de l'eau. Le continent a besoin des professionnels qualifiés et outillés pour résoudre les défis actuels de développement incluant la maîtrise et gestion des ressources en eau pour l'atteinte des objectifs liés à l'eau de l'agenda 2030 et de l'agenda 2063 dans un contexte de changement global. Cette situation avait déjà été reconnue par AMCOW à travers la Décision #12 du 11ème comité exécutif de AMCOW en 2013. Donnant suite à cette résolution, le PHI en partenariat avec le JRC (EU-Joint Research Centre) avec le soutien financier de l'Union Européenne a mis en œuvre le projet de renforcement des capacités des centres d'excellence sur l'eau du NEPAD incluant la préparation dans les différents pays abritant de centres NEPAD de stratégie nationale de développement des ressources humaines dans le domaine de l'eau.

UNESCO à travers le PHI a eu à mettre en place des centres et des chaires en Afrique qui contribuent aussi à l'éducation et à la formation dans le domaine de l'eau et à la mise en œuvre du PHI. Le nombre de ces centres et chaires méritent d'être augmenté significativement dans le continent durant le PHI9. En effet parmi les soixante-six chaires UNESCO dans le domaine de l'eau, l'Afrique ne dispose que de 8 chaires et pour les centres



l'Afrique ne dispose que de 7 centres parmi les 36 centres UNESCO sur l'eau de catégorie II. Pour ce qui est des chaires, des universités africaines dispensant des formations sur les ressources en eau seront encouragées à soumettre de proposition de création de chaire UNESCO. Les bureaux sous régionaux de l'UNESCO en Afrique travailleront avec les pays pour l'identification des facultés universitaires nationales potentielles pour abriter une chaire UNESCO dans le domaine de l'eau avec l'objectifs d'avoir au moins 15 nouvelles chaires d'ici la fin du PHI-9.

Pour ce qui est des centres, même si le processus d'établissement est plus lourd et plus engageant pour les gouvernements, les pays africains disposant institutions nationales d'envergure dans le domaine de l'eau et ayant ou susceptible d'avoir des actions au-delà du cadre national peuvent saisir l'opportunité pour créer un centre UNESCO sur l'eau. Les pays intéressés à mettre en place un centre UNESCO catégorie II dans le domaine de l'eau seront accompagnés dans leur démarche.

Les Centres d'excellence sur l'eau du NEPAD, ceux de la banque mondiale, les centres et chaires UNESCO sur l'eau en Afrique et autres institutions nationales et régionales dans le domaine de l'eau, seront mobilisé et mis en réseau à travers une plateforme globale d'éducation sur l'eau en Afrique.

## **2.2 La promotion de la coopération sur l'eau en Afrique**

L'un de dix défis majeurs auxquels le secteur de l'eau est confronté et identifiés dans la vision africaine de l'eau 2025 est le caractère partagé des ressources en eau. L'Afrique regorge d'importante ressources en eau de surface et souterraine qui sont partagées entre les Etats. En effet l'Afrique dispose de 80 bassins hydrologiques et lacs partagés par au moins deux pays et d'au moins 80 aquifères partagés par au moins deux Etats. Le caractère partagé des ressources en eau en Afrique fait en sorte que la coopération entre les états est indispensable pour une gestion durable et paisible des ressources en eau en Afrique.

Les investissements importants pour les prochaines années nécessaires afin de développer, mobiliser et gérer durablement les ressources en eau en Afrique ne peuvent être optimisés sans une coopération entre les Etats partageant les mêmes systèmes hydriques.

Conscient de cette situation quelques Etats Africains partageant des bassins hydrographiques ont mis en place des organismes de bassins sur certains bassins pour leur meilleure gestion, avec l'OMVS considéré comme un excellent exemple dans le monde. Les dizaines d'organismes de bassins existant se sont regroupés au sein du Réseau Africain d'organismes de bassin (RAOB).

Il est important et urgent de sensibiliser les Etats partageant un même système hydrique de créer une institution de bassin opérationnelle disposant de toutes les compétences pour une gestion concertée des ressources en eau du bassin. Pour les organismes de bassin existant, il est indispensable qu'ils disposent des moyens et compétences à la hauteur de leur politique. Dans le cadre du PHI-9 et sur la base des expertises développées dans le cadre de l'initiative PCCP (Conflit Potentiel à la Coopération Potentielle) qui a produit de nombreuses publications et matériels de formation (<http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/water/ihp/ihp-programmes/pccp/publications/>) et des nombreux



projets sur les aquifères transfrontaliers, les pays seront sensibilisés et appuyés et les capacités des organismes de bassins existantes renforcées pour une meilleure gestion durable de leurs ressources en eau partagées. Le PHI est d'avis que l'eau est un catalyseur de coopération et nous devons continuer à encourager tous les acteurs à promouvoir la coopération pour une gestion durable et paisible des ressources en eau partagées.

### **2.3 L'amélioration des connaissances plus particulièrement des eaux souterraines**

Les ressources en eau souterraines occupent une place prépondérante pour l'alimentation en eau en Afrique avec plus 70% provenant des eaux souterraines. Malheureusement, les eaux souterraines sont très mal connues plus particulièrement les aquifères partagés.

Historiquement, on connaissait très peu les aquifères transfrontaliers d'un point de vue scientifique (par exemple, leur délimitation, recharge, qualité de l'eau, etc.) avant le début des années 2000. A travers le programme ISARM programme de gestion des ressources aquifères internationalement partagé initié par le PHI, notre connaissance sur les aquifères transfrontaliers est en train d'être améliorées. En 2001, l'UNESCO-PHI et plusieurs autres partenaires (IAH, FAO, UNECE, BRGM) ont publié un document-cadre présentant les grandes lignes de la méthodologie ISARM. Sur la base du document-cadre ISARM, l'UNESCO et ses partenaires ont entrepris des inventaires des aquifères partagés. À la suite de ces travaux, l'UNESCO-PHI a élaboré le tout premier atlas des aquifères transfrontaliers en 2009. Depuis lors, l'inventaire est régulièrement mis à jour. Plus de 600 aquifères transfrontaliers sont inventoriés dans le monde dont plus de 80 en Afrique.

L'UNESCO a joué un rôle important dans la création de la commission africaine sur les eaux souterraines et continue d'appuyer AMCOW sur son programme sur les eaux souterraines. Durant le PHI-9 le nombre de projets sur les eaux souterraines concernant actuellement le stampriet, le Nubian et le bassin du Niger sera substantiellement augmenté.

## **3. Appui pour le forum mondial de l'eau de Dakar en Mars 2022**

Faisant suite à la résolution du conseil exécutif de l'UNESCO demandant à l'UNESCO d'appuyer le Sénégal dans l'organisation du 9eme forum mondial de l'eau pour mars 2021 et puis reporté à mars 2022 à cause de la pandémie, l'UNESCO a signé au mois de Mai 2019 les accords ci-après :

- Accord de coopération spécifique au forum mondial de l'eau avec le gouvernement du Sénégal
- Accord tripartite avec l'agence d'exécution en charge de la préparation du forum et le conseil mondial de l'eau

En lien avec ces accords, l'UNESCO est impliqué dans l'organisation du forum comme suit et entre autres :

- L'UNESCO est membre du comité de pilotage international du forum
- L'UNESCO est co-coordonateur de la priorité quatre du forum sur les moyens et outils avec la priorité sur les aspects liés à la connaissance, l'éducation, renforcement des capacités et l'innovation



- L'UNESCO est co-coordonateur de deux groupes d'action du forum
- L'UNESCO en coordination avec le Secretariat du Conseil mondial de l'eau contribue à la mobilisation des jeunes pour le forum de Dakar
- L'UNESCO à travers son bureau de Dakar appuie aussi le Secretariat Exécutif en charge de l'organisation du forum
- Le rapport mondial sur l'eau de 2022 sur les eaux souterraines qui sera publié par l'UNESCO au nom de la famille ONU-Eau et partenaires sera lancé à Dakar durant le forum mondial
- Un panel de très haut niveau sur les eaux souterraines sera organisé juste après le lancement du rapport mondial
- L'UNESCO mobilisera toute sa famille sur l'eau afin d'organiser plusieurs sessions et tables rondes durant le forum de Dakar
- L'UNESCO appuiera la participation d'un certain nombre de participants avec la priorité aux jeunes et femmes
- L'UNESCO contribue à la publicité du forum à travers son réseau et différentes rencontres.

Le forum mondial de Dakar fait partie des événements internationaux mentionnés dans la résolution de l'assemblée générale des nations Unies sur la revue à mi-parcours de la décennie sur l'eau et l'organisation de la conférence des nations unies sur l'eau en 2023. C'est une très bonne opportunité pour que les principaux messages issus du forum de Dakar soient portés et contribués aux discussions durant la conférence des nations unies sur l'eau en 2023.

#### **4. Conclusion**

Dans le cadre de la neuvième phase du PHI, l'UNESCO contribuera à redynamiser les comités nationaux du PHI dans les pays pour qu'ils puissent prendre part pleinement à la mise en œuvre du programme. Les pays et tous les acteurs seront mobilisés pour une gestion durable des ressources en eau en Afrique sur la base des connaissances améliorées et une capacité accrue afin d'accélérer l'atteinte de l'agenda 2030 et plus particulièrement l'ODD6.